



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Des-chiffres,2815>

# Des chiffres

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 854 - mars 1987 -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2009

Date de parution : mars 1987

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## Des chiffres

---

C'est Ã beaucoup plus que les 35 milliards de F, selon l'Ãvaluation faite par F. Mitterrand au dÃbut de cette annÃe, qu'on vient (\*) de chiffrer les privilÃges rÃcemment accordÃs aux dÃjÃ privilÃgiÃs.

En voici le dÃcompte :

- Suppression de l'impÃt sur les grandes fortunes = 4 milliards ;
- Abaissement du taux de l'impÃt pour les grandes et moyennes entreprises = 10 milliards ;
- Diminution de la taxe professionnelle et de celle sur les frais gÃnÃraux, etc 11 milliards ;
- Effort en faveur des fraudeurs (de grande envergure) et spÃcialistes de transfert illicites de capitaux, de commissions occultes ou comptabilitÃs truquÃes = 7 milliards ;
- AllÃgements fiscaux pour les hauts revenus = 2 milliards ;
- Abattements sur les revenus mobiliers, etc = 2 milliards ;

A ces 36 milliards, il faut ajouter l'abattement forfaitaire sur les revenus immobiliers et l'allÃgement des droits de succession. Et ne pas oublier la majoration des honoraires mÃdicaux et les mesures prises en faveur de la "dÃpÃonalisation" du secteur libre, soit environ 5 milliards, ni les 2 milliards aux agriculteurs dont une grande partie est allÃe aux plus fortunÃs, tels les viticulteurs du Bordelais oÃ la Bourse locale a fait un bond de 100 % en 1986. Enfin n'oublions pas la sollicitude du Ministre des Finances envers les boursicoteurs : la sous-Ãvaluation des actions d'ELF-Aquitaine, de Saint-Gobain et de Paribas est ÃvaluÃe Ã environ 5 milliards. Or 5 millions parmi les 7 millions de "petits Ãpargnants" concernÃs par ces ventes ne reprÃsentent que 9 % des actifs, tandis que 100.000 personnes en dÃtiennent 35 % : le tiers de ces 5 milliards vont donc Ã elles. Elles qui ont bÃnÃficiÃ dÃjÃ de la hausse de 320 % des actions en Bourse depuis 1981.

Comparons Ã ces chiffres ce qu'aurait coÃtÃ l'augmentation de 1 % des salaires refusÃe Ã la fonction publique : 5 milliards.

Mais reconnaissons que l'Etat a annoncÃ l'affectation de 400 millions (soit moins d'un demi-milliard) pour la lutte contre la pauvretÃ au cours de l'annÃe 1987 !

(\*) Evaluation par C. de Brie dans le "Monde Diplomatique" de FÃvrier 1987